

possible, proposer quelques solutions. Je parlerai d'abord du chômage, puisqu'à mon avis, le chômage est au cœur des difficultés de notre pays. Le Canada possède certaines caractéristiques uniques, des caractéristiques qui n'existent pas dans d'autres pays et, pour cette raison, bon nombre des mesures que le gouvernement a été obligé d'adopter et qui tendent à perturber l'économie ont été adoptées à cause des contraintes du chômage.

Si nous prenons 1965 comme année de base et que nous chiffons à 100 le nombre de travailleurs disponibles dans chaque grand pays industrialisé pour cette année-là, on découvre que pour chaque centaine de travailleurs recensés en Allemagne de l'Ouest en 1965 il y en a 96 aujourd'hui. Au Royaume-Uni, la population active a augmenté de 3 à 4 p. 100 depuis 1965; en Italie, elle est restée stationnaire alors qu'elle a progressé de 10 p. 100 en France, de 12 en Suède et de 14 au Japon. Pour tous ces pays, la différence varie entre une baisse de 4 p. 100 et une hausse de 14 p. 100 si bien que l'on peut dire que la population active a progressé de 6 à 7 p. 100 en 12 ans dans la plupart des cas.

Il y a cependant trois exceptions. Aux États-Unis, la population active avait progressé de 28 p. 100 à la fin de 1977; en Australie la progression était de 30 p. 100. Le Canada se trouve dans une situation unique étant donné que la population active y a augmenté de 46 p. 100 par rapport à 1965. Autrement dit, nous sommes les seuls à avoir connu une poussée aussi surprenante en 12 ans.

Monsieur l'Orateur, même en se basant sur un taux de chômage de 8.5 p. 100 ou de 9 p. 100, comme les porte-parole néo-démocrates ont tendance à le prétendre, il nous manquerait encore des travailleurs si nous avions créé autant d'emplois que les Américains.

Cette situation a posé bien des problèmes aux entreprises privées ainsi qu'aux pouvoirs publics, tant au niveau fédéral que provincial. Premièrement, notre programme d'assurance-chômage nous coûte la somme rondelette de 4 à 5 milliards de dollars; nous pourrions nous en passer si la population active n'avait pas progressé à un tel rythme.

De plus, les subventions à l'expansion économique régionale, les paiements internes aux provinces, le programme Canada au Travail et les divers programmes destinés à stimuler la création d'emplois représentent d'imposantes dépenses, qui sont toutes liées au problème principal que j'ai mentionné.

Le fait que les Canadiens ne soient pas généralement bien informés à cet égard m'inquiète grandement parce que ce n'est qu'en comprenant ces faits que l'on peut agir. Il est indéniable que le déficit de la trésorerie nationale est largement attribuable à ce seul facteur du chômage. Je serais prêt à avancer qu'en gros, notre déficit de 11.5 milliards de dollars disparaîtrait si ce n'était du chômage et de la progression de l'effectif ouvrier.

J'aimerais aborder brièvement certains autres problèmes qui nous confrontent. Passons à l'inflation. Nous sommes tous un peu coupables, d'une façon ou d'une autre, de la situation actuelle. On peut normalement s'attendre bon an mal an à un taux d'inflation de 1 ou 2 p. 100 mais, comme les députés le savent, ce taux se situe entre 7 et 9 p. 100, et atteint cette année environ 7.5 p. 100. Les autres pays connaissent à peu près la même situation; quiconque a voyagé à l'extérieur du Canada et des États-Unis le sait sûrement. Bien que notre taux

d'inflation soit supérieur à celui de la Suisse, par exemple, tout est plus cher, en chiffres absolus, en Suisse qu'au Canada.

Je crois que depuis quelques années le gouvernement s'est vraiment efforcé de combattre l'inflation. Alors que les hausses salariales étaient de l'ordre de 22 p. 100 en 1975, nous avons cru nécessaire d'imposer des contrôles et nous l'avons fait en dépit de l'avis contraire d'un grand nombre de personnes et en dépit des réticences de certains porte-parole syndicaux. Finalement, en l'espace de deux ou trois ans, les hausses salariales ont été ramenées à près de 7 p. 100. Si bien que l'augmentation du coût de la main-d'œuvre au Canada est de beaucoup inférieure à celle que connaissent actuellement les États-Unis, le coût unitaire aux États-Unis ayant augmenté de 6.4 p. 100 l'an dernier alors qu'il n'a été que de 5.6 p. 100 au Canada. Ou bien nous avons été chanceux ou bien nous avons su prendre les moyens qu'il fallait pour ralentir le taux d'inflation et le maintenir à un degré au moins semblable à celui que connaissent nos amis et voisins.

Selon des économistes avec qui je me suis entretenu, il n'y a que la reprise de l'inflation qui pourrait amener une récession mondiale. Ils s'inquiètent entre autres de ce qui se passe aux États-Unis où le taux d'inflation connaît une remontée à l'heure actuelle. S'ils ne réussissent pas à le contrôler, nous serions alors peut-être confrontés à une crise d'envergure.

Il y a un autre secteur que je veux aborder, ce sont les dépenses gouvernementales. Depuis des années, on reproche au gouvernement de dépenser sans compter et bon nombre de personnes estiment que nos grands problèmes de l'heure, dont l'inflation et la faiblesse du dollar, sont directement attribuables aux dépenses gouvernementales. On blâme souvent le gouvernement fédéral. Il n'est pas nécessairement le seul responsable.

Il faut évidemment tenir compte de la façon dont les dépenses sont réparties. Autrement dit, qui bénéficie de l'argent que prélève le gouvernement fédéral? Il y a par exemple, les paiements de transfert.

● (1532)

A cause de l'inflation et pour toutes sortes d'autres raisons, nous avons transféré 52.3 p. 100 des dépenses du gouvernement sous forme de pensions et d'allocations familiales et sous forme de diverses subventions à d'autres niveaux de gouvernement.

L'élément suivant est la dette publique qui coûte dans les environs de 15.8 p. 100. Puis il y a les paiements aux sociétés de la Couronne représentant 3.3 p. 100, ce qui fait au total 71.4 p. 100 de tout l'argent que dépense le gouvernement fédéral pour les paiements de transfert, le service de la dette publique et l'argent qu'il remet aux sociétés de la Couronne pour assurer leur fonctionnement. Le reste, qui ne représente que 28 p. 100, sert à financer tout le fonctionnement du gouvernement.

Ainsi, quand l'opposition, surtout l'opposition conservatrice, parle de réductions du gouvernement, elle fait allusion à ce 28.6 p. 100 parce que je ne pense pas qu'elle ose aller bien loin dans les autres domaines. Impossible d'effectuer pareilles réductions sur 28 p. 100 des dépenses. Il y a certes des choses qu'on peut faire, mais comment réduire les dépenses du gouvernement de sommes importantes sans entrer dans le domaine des transferts ou des pensions ou de l'argent qui va aux provinces.